

**Convention collective départementale**

IDCC : 2032. – **OUVRIERS EMPLOYÉS  
PAR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT  
OCCUPANT MOINS DE 10 SALARIÉS**

IDCC : 2033. – **OUVRIERS EMPLOYÉS  
PAR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT  
OCCUPANT PLUS DE 10 SALARIÉS  
(ISÈRE)**

**(17 septembre 1998)**

*(Bulletin officiel n° 1998-50)*

*(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,  
Journal officiel du 7 février 1999)*

■ *Journal officiel* du 19 juillet 2005

**Arrêté du 4 juillet 2005 portant extension d'accords conclus dans le cadre des conventions collectives du département de l'Isère concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment (entreprises occupant jusqu'à dix salariés et plus de dix salariés) (n°s 2032, 2033)**

NOR : SOCT0511271A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 26 janvier 1999 et du 24 février 2003 portant extension de la convention collective du département de l'Isère du 17 septembre 1998 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) et de textes la complétant ;

Vu les arrêtés du 26 janvier 1999 et du 24 février 2003 portant extension de la convention collective du département de l'Isère du 17 septembre 1998 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés) et de textes la complétant ;

Vu le protocole d'accord du 15 décembre 2004 portant sur la fixation de la valeur de l'indemnité de repas de nuit et des indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) ;

Vu le protocole d'accord du 15 décembre 2004 portant sur la fixation de la valeur de l'indemnité de repas de nuit et des indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés) ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations syndicales signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 14 mai 2005 et 2 juin 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrêtent :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective du département de l'Isère du 17 septembre 1998 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et dans celui de la convention collective du département de l'Isère concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés), les dispositions du :

- protocole d'accord du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant sur la fixation de la valeur de l'indemnité de repas de nuit et des indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) ;
- protocole d'accord du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant sur la fixation de la valeur de l'indemnité de repas de nuit et des indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés).

### **Article 2**

L'extension des effets et des sanctions des protocoles d'accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits protocoles d'accords.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juillet 2005.

*Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale  
et du logement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*  
P. FLORENTIN

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte des protocoles d'accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/11, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.